



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 56.257/4
du 21 mai 2014

advies 56.257/4
van 21 mei 2014

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant
le statut des agents de la
carrière extérieure et de la
carrière consulaire'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van het
statuut van de ambtenaren van
de buitenlandse carrière en de
consulaire carrière'

Le 29 avril 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant le statut des agents de la carrière extérieure et de la carrière consulaire'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 21 mai 2014. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves DELVAL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 mai 2014.

*

Op 29 april 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de buitenlandse carrière en de consulaire carrière'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 21 mei 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 mei 2014.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

En vertu de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 'portant le statut des agents de l'État', le projet examiné, qui comporte des dispositions particulières assurant l'exécution de ce statut, doit être soumis à l'avis préalable du Comité de direction. L'avis de ce comité mentionné au préambule du projet n'était pas joint à la demande d'avis. Il appartient ainsi aux auteurs du projet de s'assurer du bon accomplissement de cette formalité préalable.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Il appartient aux auteurs du projet de pouvoir justifier les adaptations en projet du statut général pour les agents de la carrière extérieure et de la carrière consulaire par rapport aux principes d'égalité et de non-discrimination au regard des autres agents de la fonction publique.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Au 8°, au lieu de l'expression « arrêté de congé », en français correct, il faut écrire le complément du nom soit introduit par la préposition convenable « arrêté sur les congés », soit, sans préposition, « arrêté congé ». La première formule est la langue classique.

L'ensemble du texte sur revu en conséquence.

2. S'agissant de la définition des « jours ouvrables » qui figure au 12°, le Secrétaire d'État à la Fonction publique a demandé dans son courrier du 11 avril 2014 que cette définition soit reprise de l'article 2 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 'relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État'.

La section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle cette remarque n'a pas été suivie.

Article 4

Il n'est pas au pouvoir du Roi de qualifier une décision de mesure d'ordre intérieur. Une telle qualification ne saurait lier la section du contentieux administratif du Conseil d'État dans l'exercice de son pouvoir de juger si une telle décision constitue un acte administratif attaquant au sens de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

La disposition sera omise.

Article 6

À l'alinéa 3, l'expression « jours de calendrier » est un anglicisme. Puisqu'il s'agit en l'espèce de compter des jours ordinaires, il suffit d'écrire « jours »¹.

Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 7

Au paragraphe 4, alinéa 3, les mots « ainsi que les motifs de celle-ci » seront omis compte tenu de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

La même observation vaut pour l'article 98, alinéa 2.

Article 10

Au paragraphe 3, alinéa 2, il est suggéré, afin de mieux faire apparaître que la validité de la réserve de recrutement ne peut être prolongée qu'une seule fois, d'écrire « à concurrence d'une seule période d'un an maximum » au lieu de « à concurrence d'une période d'un an maximum ».

Par ailleurs il est suggéré, au même alinéa, d'écrire « peut prolonger la validité des réserves de recrutement » au lieu de « peut prolonger le délai des réserves de recrutement ».

¹ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 95, a).

Article 17

1. Le projet actuellement soumis à la section de législation a été en partie renuméroté par rapport au projet précédemment soumis. En conséquence, il n'y a pas lieu de mentionner les articles 3 et 4 mais bien les articles 4 et 5. Il appartient aux auteurs du projet de vérifier si d'autres renvois dans le projet doivent être corrigés.

2. Au 2°, les mots « du présent arrêté » seront omis.

La même observation vaut pour la suite du projet.

Articles 26 et 27

La section de législation n'aperçoit pas les critères selon lesquels, au cours de la seconde partie de son stage, le stagiaire pourra être envoyé ou non à l'étranger.

Le rapport au Roi sera complété sur ce point et la disposition éventuellement revue.

Article 27

L'article 27, § 3, alinéa 2, et § 4, alinéa 2, en projet applique, en matière de calcul du délai, la « théorie de l'émission ». Or celle-ci a été à plusieurs reprises condamnée par la Cour constitutionnelle ². Il y a lieu de lui substituer la « théorie de la réception ».

Cette observation vaut pour l'ensemble du projet et notamment les articles 66, alinéa 1^{er}, et 68, alinéa 3.

² C.C., 17 décembre 2003, n° 170/2003, B.6 et note d'observations J.-FR. VAN DROOGHENBROECK, « Revirement spectaculaire : détermination de la date de notification par application de la théorie de la réception », J.T., 2004, p. 47, et, plus récemment, C.C., 15 mars 2006, n° 43/2006, B.10 à B.12, et C.C., 19 décembre 2007, n° 162/2007, B.3 à B.5 ; voir, dans le même sens, l'avis 45.762/4 donné le 24 décembre 2008 sur un projet devenu l'ordonnance du 30 avril 2009 'modifiant l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public et l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale' (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2008-2009, n° A-544/1, pp. 13-18), l'avis 52.467/4 donné le 28 janvier 2013 sur un avant-projet devenu le décret du 10 juillet 2013 'relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone' (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2012-2013, n° 813/1, pp. 29-37) et l'avis 52.833/VR/4 donné le 15 avril 2013 sur un avant-projet devenu le décret du 27 juin 2013 'prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture' (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2012-2013, n° 804/1, pp. 39-50).

Article 30

Il est inutile de rappeler que le serment doit être prêté « dans les termes déterminés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 »³.

La disposition sera omise.

Article 33

L'article 33 ne concerne pas l'évaluation. Il ne peut dès lors pas être inséré dans une section intitulée « Évaluation ». Il y a donc lieu de le déplacer ou de modifier l'intitulé de la section.

Article 38

Dans son courrier du 11 avril 2014, le Secrétaire d'État à la Fonction publique a mis l'accent sur les inconvénients que pouvaient poser l'article 38, 2°, du projet et a en conséquence proposé sa suppression. Rien dans le dossier soumis à la section de législation n'indique les raisons pour lesquelles cette remarque n'a pas été suivie.

Le rapport au Roi sera complété sur ce point et la disposition éventuellement revue.

Article 42

Il est renvoyé à l'observation formulée sur l'article 1^{er}, 12°.

En tout état de cause, la section de législation n'aperçoit pas comment combiner cette disposition avec la définition qui est actuellement donnée des « jours ouvrables ».

Article 54

Il est renvoyé à l'observation formulée sur l'article 1^{er}, 12°.

³ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 80.

Voir dans le même sens les avis 49.520/4 donné le 11 mai 2011 sur un projet devenu l'arrêté royal du 22 juin 2011 'désignant l'autorité de sécurité ferroviaire' et l'avis 51.289/4 donné le 23 mai 2012 sur un projet devenu l'arrêté royal du 24 octobre 2012 'relatif au Service de médiation pour les voyageurs ferroviaires'.

Article 55

Dans la version française, la coquille dans l'énumération des articles de « l'arrêté congé » sera corrigée.

Dans la version néerlandaise, on écrira « eerste, tweede, derde, ... lid » au lieu de « leden 1, 2, 3 ... ».

Article 60

Dès lors que l'arrêté royal du 12 mai 1927 'relatif à l'âge de la mise à la retraite des fonctionnaires, employés et gens de service des administrations de l'État' s'applique – celui-ci étant mentionné au point 1 de l'annexe 1 –, la disposition est inutile et sera omise.

Article 100

Au paragraphe 3, alinéa 2, il convient de remplacer les mots « sa notification » par les mots « la notification du prononcé pénal ».

Intitulé de la section 2 du chapitre 2 du titre 3

L'intitulé de cette section, qui ne comporte qu'un seul article et qui ne concerne pas l'évaluation des agents, sera modifié.

Section 3 du chapitre 2 du titre 3

La section de législation n'aperçoit pas quelle disposition applicable à la carrière consulaire impose pour la promotion d'un agent du niveau C au niveau A :

- a) la réussite de l'examen linguistique visé à l'article 14, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 mars 2001 ;
- b) la réussite de l'examen linguistique portant sur la connaissance de la langue anglaise, à l'instar de ce qui est prévu par l'article 9, § 1^{er}, 3°, du projet.

Le rapport au Roi sera complété sur ce point et le projet éventuellement revu.

Article 138

Compte tenu de la nature et de l'ampleur de la réforme en projet, il ne peut pas être prévu un effet rétroactif.

La disposition et l'article 131 du projet seront revus en conséquence.

Article 139

Puisque le Ministre de la Coopération au développement propose le projet, il y a lieu de le mentionner également dans l'article d'exécution. L'article 139 du projet sera revu en ce sens ⁴.

*

⁴ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 41 et 166.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Krachtens artikel 6, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 “houdende het statuut van het rijkspersoneel”, moet het voorliggende ontwerp, dat bijzondere bepalingen bevat tot uitvoering van dat statuut, voorafgaandelijk om advies worden voorgelegd aan het directiecomité. Het advies van dat comité dat in de aanhef van het ontwerp wordt vermeld, is niet gevoegd bij de adviesaanvraag. De stellers van het ontwerp dienen bijgevolg erop toe te zien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

ALGEMENE OPMERKING

De stellers van het ontwerp moeten in staat zijn om de aanpassingen die bij het ontwerp in het algemeen statuut worden aangebracht voor de ambtenaren van de buitenlandse carrière en de consulaire carrière in het licht van het gelijkheids- en het non-discriminatiebeginsel te verantwoorden ten aanzien van het overige overheidspersoneel.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Wat onderdeel 8° betreft, behoort, in plaats van “arrêté de congé” te schrijven, in correct Frans de bijvoeglijke bepaling ofwel ingeleid te worden met het juiste voorzetsel “arrêté sur les congés”, ofwel zonder voorzetsel, “arrêté congé”, geschreven te worden. De eerste formule is het gebruikelijkst.

De hele tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

2. Met betrekking tot de definitie van “werkdagen” in punt 12°, heeft de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken in zijn schrijven van 11 april 2014 gevraagd dat deze definitie zou worden overgenomen uit artikel 2 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 “betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen”.

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom geen gevolg gegeven is aan deze opmerking.

Artikel 4

De Koning is niet gemachtigd om een beslissing te kwalificeren als maatregel van inwendige orde. Zulk een kwalificatie kan niet bindend zijn voor de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State bij de uitoefening van haar bevoegdheid om te oordelen of zo'n beslissing een bestuurshandeling uitmaakt die aangevochten kan worden in de zin van artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

De bepaling dient te vervallen.

Artikel 6

In het derde lid is het begrip “kalenderdag” niet op zijn plaats. Aangezien het *in casu* om gewone dagen gaat, kan ermee worden volstaan om “dagen” te schrijven.¹

Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

¹ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 95, a).

Artikel 7

In paragraaf 4, derde lid, dienen de woorden “en van de redenen ervan” te vervallen, gelet op de wet van 29 juli 1991 “betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen”.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 98, tweede lid.

Artikel 10

Teneinde in paragraaf 3, tweede lid, te verduidelijken dat de geldigheid van de wervingsreserve slechts eenmaal kan worden verlengd, wordt voorgesteld om “één keer te verlengen met een periode van maximaal een jaar” te schrijven in plaats van “verlengen, met een periode van maximum een jaar”.

Daarnaast wordt voorgesteld om in hetzelfde lid te schrijven “kan de geldigheid van de wervingsreserve” in plaats van “kan de termijn van de wervingsreserve”.

Artikel 17

1. Het ontwerp dat thans aan de afdeling Wetgeving is voorgelegd, is gedeeltelijk hernummerd ten opzichte van het eerder voorgelegde ontwerp. Er behoort bijgevolg geen melding te worden gemaakt van de artikelen 3 en 4, maar wel van de artikelen 4 en 5. De stellers van het ontwerp behoren na te gaan of nog andere verwijzingen in het ontwerp moeten worden gecorrigeerd.

2. In onderdeel 2° dienen de woorden “van dit besluit” te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor de rest van het ontwerp.

Artikelen 26 en 27

De criteria op grond waarvan de stagiair gedurende het tweede deel van de stage al dan niet naar het buitenland gestuurd kan worden, zijn voor de afdeling Wetgeving niet duidelijk.

Het verslag aan de Koning dient op dat punt te worden aangevuld en de bepaling behoort desgevallend te worden herzien.

Artikel 27

In het ontworpen artikel 27, § 3, tweede lid, en §4, tweede lid, wordt voor de berekening van de termijn de “theorie van de verzending” gehanteerd. Deze theorie is reeds meermaals afgekeurd door het Grondwettelijk Hof.² Het verdient aanbeveling om deze te vervangen door de “theorie van de ontvangst”.

Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp en inzonderheid voor de artikelen 66, eerste lid, en 68, derde lid.

Artikel 30

Het is niet nodig eraan te herinneren dat de eed afgelegd moet worden “in de bewoordingen legd bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831”.³

De bepaling dient te vervallen.

Artikel 33

Artikel 33 heeft geen betrekking op de evaluatie. Het kan derhalve niet worden ingevoegd in een afdeling met het opschrift “Evaluatie”. Het artikel moet dan ook worden verplaatst of het opschrift van de afdeling moet worden gewijzigd.

Artikel 38

In een schrijven van 11 april 2014 heeft de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken de nadruk gelegd op de mogelijke nadelen van artikel 38, 2°, van het ontwerp en bijgevolg voorgesteld om dat artikel te schrappen. Uit geen enkel gegeven van het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is overgelegd blijkt waarom geen gevolg gegeven is aan deze opmerking.

² GwH 17 december 2003, nr. 170/2003, B.6 en noot J.-Fr. VAN DROOGHENBROECK, “Revirement spectaculaire: détermination de la date de notification par application de la théorie de la réception”, *J.T.*, 2004, 47, en meer recentelijk, GwH 15 maart 2006, nr. 43/2006, B.10 tot B.12 en GwH 19 december 2007, nr. 162/2007, B.3 tot B.5; zie in dezelfde zin advies 45.762/4, gegeven op 24 december 2008 over een ontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van 30 april 2009 “tot wijziging van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen en de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest” (*Parl.St.* Br. Parl. 2008-09, nr. A-544/1, 13-18), advies 52.467/4, gegeven op 28 januari 2013 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 10 juli 2013 “betreffende de geologische opslag van kooldioxide” (*Parl.St.* W.Parl. 2012-13, nr. 813/1, 29-37) en advies 52.833/VR/4 gegeven op 15 april 2013 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 27 juni 2013 “houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur” (*Parl.St.* W.Parl. 2012-13, nr. 804/1, 39-50).

³ Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling 80. Zie ook in dezelfde zin advies 49.520/4, gegeven op 11 mei 2011 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 22 juni 2011 “tot aanwijzing van de veiligheidsinstantie van de spoorwegen” en advies 51.289/4, gegeven op 23 mei 2012 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 24 oktober 2012 “betreffende de Ombudsdienst voor treinreizigers”.

Het verslag aan de Koning dient op dat punt te worden aangevuld en de bepaling behoort desgevallend te worden herzien.

Artikel 42

Verwezen wordt naar de opmerking die gemaakt is met betrekking tot artikel 1, 12°.

Het is de afdeling Wetgeving hoe dan ook niet duidelijk hoe deze bepaling gerijmd kan worden met de definitie die thans gegeven wordt van het begrip “werkdagen”.

Artikel 54

Verwezen wordt naar de opmerking die gemaakt is met betrekking tot artikel 1, 12°.

Artikel 55

In de Franse tekst behoort de verschrijving in de opsomming van de artikelen van het verlofbesluit te worden verbeterd.

In de Nederlandse tekst schrijve men “eerste, tweede, derde, ... lid” in plaats van “leden 1, 2, 3, ...”.

Artikel 60

Aangezien het koninklijk besluit van 12 mei 1927 “betreffende de ouderdom van de oppensioenstelling van de ambtenaren, de beambten en het dienstpersoneel van den staat” van toepassing is – dit besluit wordt immers vermeld in punt 1 van bijlage 1 -, is de bepaling zinloos en dient deze te worden geschrapt.

Artikel 100

In paragraaf 3, tweede lid, dienen de woorden “na de kennisgeving ervan” vervangen te worden door de woorden “na de kennisgeving van de strafrechtelijke uitspraak”.

Opschrift afdeling 2 van hoofdstuk 2 van titel 3

Het opschrift van deze afdeling, die slechts uit één artikel bestaat en die geen betrekking heeft op de evaluatie van de ambtenaren, dient gewijzigd te worden.

Afdeling 3 van hoofdstuk 2 van titel 3

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk welke bepaling die van toepassing is op de consulaire carrière voor de bevordering van een ambtenaar van niveau C tot niveau A voorziet in de volgende vereisten :

a) geslaagd zijn voor het taalexamen bedoeld in artikel 14, tweede lid, van het koninklijk besluit van 8 maart 2001;

b) geslaagd zijn voor het taalexamen met betrekking tot de kennis van de Engelse taal, naar het voorbeeld van hetgeen bepaald is in artikel 9, § 1, 3°, van het ontwerp.

Het verslag aan de Koning behoort op dat punt te worden aangevuld en het ontwerp behoort desgevallend te worden herzien.

Artikel 138

Gelet op de aard en de omvang van de ontworpen hervorming kan niet worden voorzien in terugwerkende kracht.

De voorliggende bepaling en artikel 131 van het ontwerp behoren dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 139

Aangezien de minister van Ontwikkelingssamenwerking het ontwerp voordraagt, behoort hij eveneens vermeld te worden in de uitvoeringsbepaling. Artikel 139 van het ontwerp dient in die zin te worden herzien.⁴

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁴ Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 41 en 166.